



ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ILE-DE-FRANCE

**SERVICE DE DEMENAGEMENT - ORCOD-IN**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(C.C.A.P)  
COMMUN AUX DEUX LOTS

<b>CHAPITRE I :</b>	<b>GENERALITES.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1 :	OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
ARTICLE 2 :	NATURE DU MARCHE .....	4
ARTICLE 3 :	FORME DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC .....	5
4.1.	<i>Pièces particulières : (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS) :</i> .....	5
4.2.	<i>Pièces générales :</i> .....	5
4.3.	<i>Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :</i> .....	5
ARTICLE 5 :	DUREE DES ACCORDS-CADRES .....	6
ARTICLE 6 :	SOUS-TRAITANCE .....	6
6.1.	<i>Généralités</i> .....	6
6.2.	<i>Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché</i> .....	6
6.3.	<i>Demande de sous-traitance présentée en cours de marché</i> .....	7
<b>CHAPITRE II :</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 7 :	DEFINITION DES PRESTATIONS .....	8
ARTICLE 8 :	PROLONGATION DU DELAI D'INTERVENTION .....	8
ARTICLE 9 :	CLAUDE SOCIALE .....	8
ARTICLE 10 :	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	12
ARTICLE 11 :	PASSATION DES BONS DE COMMANDE .....	13
ARTICLE 12 :	COLLABORATION ENTRE LES PARTIES .....	14
12.1.	<i>Information et moyens d'exécution</i> .....	14
12.2.	<i>Obligation de confidentialité</i> .....	15
12.3.	<i>Obligations du titulaire – Equipe</i> .....	15
12.4.	<i>Obligation de résultat</i> .....	16
12.5.	<i>Obligation d'information</i> .....	16
ARTICLE 13 :	RESPONSABILITES DU TITULAIRE .....	16
13.1.	<i>Généralités</i> .....	16
13.2.	<i>Responsabilité relative à la conduite des prestations</i> .....	17
13.3.	<i>Mise en régie</i> .....	17
<b>CHAPITRE III :</b>	<b>PRIX ET REGLEMENT.....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 14 :	LE PRIX .....	18
14.1.	<i>Forme des prix</i> .....	18
14.2.	<i>Révisions des prix</i> .....	18
14.3.	<i>Paieement des sous-traitants</i> .....	20
ARTICLE 15 :	REGIME FINANCIER .....	20
15.1.	<i>Avance</i> .....	20
15.2.	<i>Les acomptes</i> .....	21
15.3.	<i>Paieement</i> .....	21
15.4.	<i>Intérêts moratoires</i> .....	22
15.5.	<i>Monnaie de compte du marché</i> .....	22
15.6.	<i>Facturation</i> .....	22
ARTICLE 16 :	VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT .....	23
ARTICLE 17 :	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	24
ARTICLE 18 :	DELAIS, PENALITES, SANCTIONS .....	24
18.1.	<i>Délais</i> .....	24
18.2.	<i>Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations</i> .....	25
18.3.	<i>Pénalités pour retard de transmission de documents (phase préparatoire) :</i> .....	25
18.4.	<i>Pénalités pour non-respect des engagements de moyens</i> .....	25
18.5.	<i>Pénalités pour absence aux réunions de visite préalable</i> .....	25
18.6.	<i>Pénalités pour annulation unilatérale d'un déménagement</i> .....	25
18.7.	<i>Pénalités pour travail dissimulé</i> .....	25
18.8.	<i>Pénalités relatives au RGPD</i> .....	25
18.9.	<i>Non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique</i> .....	26
18.10.	<i>Pénalités pour non-respect des obligations en matière environnementale :</i> .....	26
<b>CHAPITRE IV :</b>	<b>RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE .....</b>	<b>26</b>

ARTICLE 19 :	RESILIATION .....	26
A.	RESILIATION POUR FAUTE .....	26
B.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	27
ARTICLE 20 :	REGLEMENT DES LITIGES .....	27
ARTICLE 21 :	ASSURANCE .....	27
ARTICLE 22 :	MARCHES COMPLEMENTAIRES ET MARCHES A PRESTATIONS SIMILAIRES .....	28
<b>CHAPITRE V :</b>	<b>CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>29</b>
ARTICLE 23 :	DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	29
23.1.	<i>Non validité partielle</i> .....	29
23.2.	<i>Référence</i> .....	29
23.3.	<i>Annexes au marché</i> .....	29
23.4.	<i>Langue</i> .....	29
23.5.	<i>Démarche qualité</i> .....	29
ARTICLE 24 :	PROTECTION DES DONNEES .....	29
ARTICLE 25 :	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	30

## CHAPITRE I : GENERALITES

### ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

Les accords-cadres, régis par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, sont des accords-cadres ayant pour objet **l'exécution de prestations de déménagement pour les ORCOD-IN Franciliennes**.

Ces prestations de déménagement portent sur les biens et mobiliers appartenant aux locataires de l'Etablissement situés dans le périmètre des ORCOD-IN.

#### Nomenclature communautaire (CPV) :

60000000 : Service de transport

La consultation fait l'objet d'un appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, cette opération est divisée en **deux (2) lots** désignés ci-dessous :

- **LOT 1 : Service de déménagement de l'ORCOD-IN de Grigny**
- **LOT 2 : Service de déménagement des ORCOD-IN de Clichy-sous-Bois, Villepinte et Mantes-la-Jolie.**

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

**Le contenu de ces lots techniques est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).**

Les caractéristiques du titulaire de l'accord-cadre désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "titulaire" sont précisées à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

### ARTICLE 2 : NATURE DU MARCHE

Le marché est un marché de services soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-FCS » dans la suite de ce présent document.

### ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Conformément aux articles R2162-1 et suivants du Code de la commande publique, les 2 lots de la présente consultation sont déclinés sous la forme d'accords-cadres mono-attributaire, exécutés par l'émission, au fur et à mesure, de bons de commande.

Chaque lot est traité **à prix unitaires**.

Les marchés issus de ces lots seront conclus sans montant minimum et avec un montant maximum de :

- S'agissant du lot n°1 : 500 000 € HT pour 2 ans
- S'agissant du lot n°2 : 600 000 € HT pour 2 ans

Les prestations seront exécutées selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité du marché.

## ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Les pièces constitutives sont dans l'ordre de priorité décroissant les suivantes :

### 4.1. Pièces particulières : (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS) :

- L'Acte d'Engagement et son annexe RGPD propres à chaque lot ;
- Le DQE valant BPU propres à chaque lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Le cadre de mémoire technique du titulaire commun à tous les lots ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

### 4.2. Pièces générales :

- Le Code de la commande publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-FCS » dans la suite de ce présent document ;
- Les CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales) et d'une façon générale les règles et recommandations professionnelles ;
- Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

*Nota : Ces documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché. Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.*

En cas de changement de la réglementation actuelle par décret, loi, arrêté, le titulaire sera tenu d'en tenir compte et de l'appliquer. Il devra en avvertir le maître d'ouvrage si celui-ci n'a pas eu connaissance du changement. Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels règlementant son cadre juridique et les règles de l'art de sa profession.

**En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.**

### 4.3. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

- Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.
- Les dispositions des accords-cadres prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.
- Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur. Il en est ainsi sans que cette

liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

- Les bons de commandes peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre
- Pour chaque prestation, le temps sera comptabilisé et engagé sur la demande formelle du Pouvoir Adjudicateur

## **ARTICLE 5 : DUREE DES ACCORDS-CADRES**

Pour chaque lot, les accords-cadres sont conclus à compter de leur date de notification pour **une durée de deux (2) ans**. Ils pourront être reconduits une fois par tacite reconduction sans que leur durée totale n'excède 4 ans à compter de leur date de notification.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, la décision du pouvoir adjudicateur devra être notifiée au titulaire par courrier deux mois avant l'échéance de l'accord-cadre.

La reconduction du marché emporte reconduction de ses caractéristiques principales (durée, conditions d'exécution, montant, etc.).

Nota : cette faculté est applicable à chaque accord-cadre.

## **ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE**

### **6.1. Généralités**

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. **Il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.**

### **6.2. Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché**

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 du Code de la commande publique, le soumissionnaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (article R.2193-2 du Code de la commande publique).

### 6.3. Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus conformément aux dispositions des articles R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 32.1 du C.C.A.G.-FCS. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande, dans les huit jours. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation huit jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 1/1 000 du montant HT du marché.

## CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### ARTICLE 7 : DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations et leurs modalités d'exécution sont définies au C.C.T.P.

### ARTICLE 8 : PROLONGATION DU DELAI D'INTERVENTION

Si des retards dans l'exécution des prestations se produisaient en raison de cas de force majeure, il appartiendrait au titulaire d'en avertir aussitôt le représentant du pouvoir adjudicateur afin de prendre les mesures pour remédier à cette situation temporaire d'un commun accord et dans les plus brefs délais.

### ARTICLE 9 : CLAUSE SOCIALE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'EPF Ile de France a décidé de faire application des dispositions des articles L 2112-2 à 4 du code de la commande publique en imposant des heures d'insertion en incluant, **dans celui-ci, une clause sociale obligatoire.**

Pour l'exécution de ce marché, l'entreprise titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

#### ○ Objet de l'insertion :

Le titulaire s'engage à réserver **pour chaque lot** dans l'exécution du marché, un minimum de 18 heures d'insertion par tranche de 10 000 € HT de prestation exécutées, à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

#### ○ Les publics visés sont :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) et n'ayant pas travaillé depuis 4 mois ;
- Les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2<sup>ème</sup> chance » ;
- Les personnes employées dans les GEIQ (groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification).



En outre, le facilitateur qui sera désigné ultérieurement peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi

- **L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion :**

L'attributaire s'engage au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- ✓ 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise (CDI, CDD, Contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés)
- ✓ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une Association intermédiaire ou d'un ACI (Atelier Chantier d'insertion).

- ✓ 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un responsable interne désigné sera chargé du suivi des actions d'insertion et œuvrera au sein de l'entreprise à la bonne réalisation des parcours d'insertion. Ce référent de la direction de chantier sera l'interlocuteur du facilitateur en matière d'insertion. Il suivra l'ensemble de l'action, de la mise en place avec les partenaires du territoire à l'évaluation.

Il transmettra les informations nécessaires au suivi de l'action et à l'évaluation des actions, de façon mensuelle.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et en assurer le suivi en liaison avec **le facilitateur**.

- **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales :**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par le facilitateur.

Suite à l'attribution du marché et préalablement à sa signature et la notification par la personne responsable du marché, il sera organisé une réunion entre le prestataire le facilitateur, afin de préciser les modalités d'exécution et de remplir l'annexe prévue à l'acte d'engagement.

Le facilitateur dédié se tient à la disposition des entreprises pour les informer et les aider dans la mise en œuvre de la clause d'insertion.

**Pour le lot 1 : Grigny :**

**Contact :** Guy Annie ROSELE

Chargée de projet clause sociale - Référente parcours d'insertion

Insertion et développement territorial

**Téléphone :** 01 64 13 40 18/ 06 99 40 54 52

**Courriel :** ga.rosele@mdefgrandparissud.fr

**Pour le lot 2 : Clichy-sous-Bois, Villepinte et Mantes-la-Jolie :**

**Contact :** Nicolas ARGANT

Chargé de mission Clauses sociales Grand Paris Grand Est - Direction de la Cohésion Sociale

**Téléphone :** 01 41 70 32 80 – 06 18 61 62 36

**Courriel :** nicolas.argant@grandparisgrandest.fr

Dans ce cadre, le facilitateur a pour mission de :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale
- Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences)
- Mettre en œuvre des actions de formation (préqualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concernée par la spécificité du marché
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises

○ **Les modalités de contrôle de l'action d'insertion :**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par « le facilitateur ».

➤ **Si le titulaire a choisi de procéder à des recrutements directs :**

Le titulaire devra transmettre au « facilitateur » pour chaque personne recrutée, une copie du contrat de travail, dès l'embauche et la copie des fiches de paies.

➤ **Si le titulaire a choisi de procéder à des recrutements indirects :**

Le titulaire devra transmettre au « facilitateur », pour chaque personne recrutée, une attestation de la structure d'insertion employant cette personne et faisant apparaître le nombre d'heures effectuées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités qui seront prévue dans le DCE. En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour respecter son engagement. Dans ce cas, « le facilitateur », étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge. A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

○ **Suivi du dispositif et bilan :**

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire devra répondre à toute demande du « facilitateur » relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Des bilans seront réalisés conjointement avec « le facilitateur » (remis au moment de la mise au point). Ces bilans se feront au cours de rendez-vous commun au cours desquels seront réalisés des points d'étape sur le parcours des personnes insérées. Un bilan mensuel sera réalisé.

A la fin du présent marché, le titulaire présentera au « facilitateur » un bilan qualitatif et quantitatif du dispositif social mis en œuvre faisant état :

- Du nombre de personnes recrutées et du nombre d'heures effectuées,
- De la qualité des prestations réalisées et des éventuelles difficultés rencontrées,
- De l'orientation proposée pour les personnes en fin de contrat.

A l'achèvement du marché, lors de la réunion préalable à la réception des travaux, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion. Le titulaire présente, à ce moment, l'attestation du « facilitateur » faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

## ARTICLE 10 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

L'Établissement Public Foncier d'Ile-de-France a mis en œuvre une démarche d'achats responsables visant à l'intégration de clauses environnementales dans ses marchés publics.

A ce titre, l'Établissement souhaite, dans le cadre de sa politique de développement durable, bénéficier de prestations de déménagement :

- Ayant un impact limité sur l'environnement ;
- Ne comportant aucun danger pour les travailleurs

Conformément à la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 dite loi « Climat et résilience », le titulaire du présent marché s'engage à réduire l'impact environnemental lié au transport et à la logistique notamment en utilisant des transports peu polluants. A cet effet, la flotte routière de véhicules utilisés dans le cadre de la réalisation des prestations de déménagement doit répondre, a minima, à la norme d'émissions de polluants atmosphériques Euro V. Le titulaire démontre le respect de cette exigence en vue du contrôle de sa mise en œuvre en adressant annuellement sous format électronique, au maître d'ouvrage et à date anniversaire du marché, un tableau synthétique (cf. trame – annexe 1 au présent CCP). Il fournit tout document permettant d'attester de ces caractéristiques. Les véhicules devront présenter de vignettes Crit'Air pour circuler dans la zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m) couvrant le périmètre géographique du présent marché ZFE du Grand Paris.

Par ailleurs, et conformément à l'article L1431-3 du Code des transports, pleinement applicable pour la réalisation des prestations de déménagement, objet du présent marché, le titulaire est tenu à une obligation d'information des émissions de gaz à effet de serre (GES). Il devra à cet effet justifier de ses émissions de Gaz à Effet de serre pour ces prestations de déménagement, avec une information obligatoire de la part du titulaire :

- ✓ à l'issue de **chaque prestation** (15 jours après la fin de la prestation.)
- ✓ à l'issue de **chaque période de 12 mois à compter de la notification du marché**, avec production d'une synthèse annuelle (30 jours à compter du terme de ladite période)

Et reprenant les informations suivantes :

- Liste de tous les modes de transport utilisés ;
- Distances parcourues par chaque mode de transport (en km) ;
- Tonnage (tonnes) pris en charge par chaque mode de transport (si possible) ;
- Part relative en % (km ou, si possible, tonnes.km) relevant de chaque mode de transport.

Cette information doit être fournie par le titulaire selon la formule suivante :

- Formule 1 (en t.km) :  $[A' \times B'] / [A \times B]$  dans le cas de mutualisation de transport notamment ou,
- Formule 2 (en km) :  $A' / A$  dans le cas de véhicules affrété spécifiquement

### Avec :

*A : nombre total de km parcourus pour la prestation*

*A' : nombre de km parcourus par le mode de transport considéré pour la prestation*

*B : nombre total de kg transportés pour la prestation, tous modes de transport confondus*

*B' : nombre de kg transportés sur la période pour la prestation par le mode de transport considéré.*

- ✓ Émissions de gaz à effet de serre émises pour chaque prestation
- ✓ Pour les transports routiers, une information complémentaire au mode de carburation des véhicules doit être précisée sur la nature des carburants utilisés : E10 / E85, diesel / B30 / B100, électrique / hybride, GNV / BioGNV...

Une documentation de déclaration des méthodes et des valeurs utilisées accompagnera le bilan CO2 transmis. Une comparaison des évolutions des émissions de Gaz à Effet de Serre (globale et en kg CO2e/t.km transportée) est présentée. La déclaration est remise au plus tard, 15 jours après la fin de la prestation.

#### **Aide :**

Le titulaire s'appuiera sur les recommandations des guides de l'ADEME : <https://www.ademe.fr/> et du Ministère de l'Écologie : <https://www.ecologie.gouv.fr/>.

#### ***Le titulaire devra fournir sur simple demande de l'acheteur :***

- *la documentation technique des véhicules concernés (carte grise, fiche technique, certificat de conformité...) ;*
- *les justificatifs d'achat de carburants biosourcés et d'éco-carburants.*

#### **Obligation d'information :**

***Cette obligation d'information en cours d'exécution du marché concerne :***

- *L'acquisition de véhicules aux modes de carburation « innovants » ;*
- *Le recours à des éco-carburants*
- *Le recours à des modes alternatifs au mode routier ;*
- *La mise en place d'outil pour une plus grande efficacité énergétique de la flotte ;*
- *La labellisation de la flotte de véhicules « Objectif CO2 » ou équivalent ;*
- *L'optimisation des livraisons (colisage, remplissage des véhicules, etc.).*

Enfin, en cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formés à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de chaque année civile et au plus tard le 15 janvier de l'année suivante (sous format électronique facilement exploitable), les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc. En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

## **ARTICLE 11 : PASSATION DES BONS DE COMMANDE**

Les prestations seront exécutées, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande seront émis sur la base des prix unitaires indiqués dans le DQE valant BPU lors de l'établissement de l'accord-cadre, appliqués aux quantités réellement commandées.

#### **Pour rappel, et conformément aux indications du BPU renseignés par le titulaire :**

Des demandes de devis seront formulées, notamment, lorsqu'il y a un doute sur le dimensionnement, le contenu de la commande ou alors, lorsqu'il s'agit d'une prestation dont le prix ne figure pas au bordereau des prix unitaires (admis à titre dérogatoire et exceptionnel pour ce dernier cas de figure).

**Mais ce préalable n'est pas une étape obligatoire :** un bon de commande faisant une application simple du bordereau des prix unitaires pourra suffire à acter une commande conclue auprès du titulaire, sans pour autant qu'un devis ait été formalisé au préalable. **Ce devis sera soumis, préalablement à la commande, à l'approbation de la personne responsable de l'accord-cadre.**

En cas de besoin récurrent, les parties procèderont par avenant en application de l'article R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique. Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur ou son mandataire au titulaire conformément à l'article 3.7 du CCAG-FCS, par tout moyen permettant d'attester de la date de réception (par télécopie, par courriel ou par courrier avec accusé de réception).

**Le titulaire ne devra commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande de l'EPFIF dûment signé par le Secrétariat général. A défaut l'EPFIF sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.**

**Chaque bon de commande précisera :**

- ⇒ Les nom et adresse du titulaire du marché ;
- ⇒ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ⇒ Le numéro du bon de commande ;
- ⇒ Les références du lot concerné ;
- ⇒ Les prestations à effectuer (quantités et désignations) ;
- ⇒ Le cachet du service émetteur de l'EPF Ile-de France ;
- ⇒ Les noms, les coordonnées de la personne chargée du suivi de la commande de la Direction ORCOD concernée (en fonction du lot) ;
- ⇒ Les délais ou la date de réalisation de la prestation ;
- ⇒ L'adresse du service où envoyer la facture ;
- ⇒ La date et la signature de la Personne habilitée à signer le bon de commande.

## **ARTICLE 12 :      COLLABORATION ENTRE LES PARTIES**

### **12.1.    Information et moyens d'exécution**

L'EPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre des présents accords-cadres.

**Le titulaire est, quant à lui, tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché**

## 12.2. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune d'entre elles, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent marché, dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

L'obligation de confidentialité continue après l'expiration du marché. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention des prestataires.

**En cas de non-respect de la confidentialité, l'EPIF peut résilier le marché immédiatement sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle peut réclamer.**

## 12.3. Obligations du titulaire – Equipe

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, **le titulaire s'engage à mettre à disposition pendant toute la durée du marché, les collaborateurs nommément identifiés dans son cadre de mémoire technique.** Après notification de l'accord-cadre, le titulaire soumet à l'accord de l'EPIF, conformément à son **cadre de mémoire technique**, la composition de l'équipe dédiée – sachant qu'ils doivent impérativement respecter les profils, les expériences et les compétences affichées – en indiquant le détail de leurs attributions, leur niveau et leurs rôles respectifs, en distinguant particulièrement l'interlocuteur privilégié.

Le titulaire, désigne, dès la conclusion de l'accord-cadre, un responsable unique dédié, qui est le correspondant de l'EPIF et de son mandataire au titre de l'exécution du marché.

Cette composition est imposée tout au long de la mission confiée, quand bien même celle-ci se décline sur **plusieurs bons de commande**.

Si cette ou ces personne(s) n'est / ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer **sans délai par courriel** l'acheteur avant le départ effectif du collaborateur remplacé et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS le titulaire doit proposer à l'acheteur un **remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes** et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un **délai de 15 jours calendaires** à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

A cet effet, il présente le détail des attributions et rôles respectifs de chaque collaborateur remplacé, la nouvelle composition de l'équipe dédiée et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le **délai de trente jours calendaires** courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée. Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1. A défaut de proposition de remplaçant par le

titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS (**Résiliation pour faute du titulaire**).

**Outre** la demande formulée par le titulaire, les **modifications de l'équipe dédiée peuvent être réalisées** à la demande expresse de l'EPFIF en cas de non-respect des obligations définies au marché ou en cas d'incapacité d'un intervenant.

Dans le cas où l'équipe technique évolue, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, par courriel, **quinze (15) calendaires jours** minimum avant le départ effectif de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe technique et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe
- joignant les curriculum vitae de chacun des intervenants concernés

L'EPFIF peut récuser ou accepter la nouvelle composition de(s) l'/des équipe(s). En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

#### **12.4. Obligation de résultat**

Dans le cadre des présents accords-cadres, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à la parfaite exécution de son marché.

#### **12.5. Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai le pouvoir adjudicateur des modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social.

De manière générale, le titulaire est tenu de notifier toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 13 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

#### **13.1. Généralités**

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui, de ce fait, pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.



### 13.2. Responsabilité relative à la conduite des prestations

Chaque agent devra signaler toute anomalie concernant la sécurité des personnes et des biens qu'il peut observer au cours de sa prestation et toute erreur dont il peut être responsable.

Les frais relatifs à l'obstruction ou la dégradation des biens de l'EPFIF ou des parties communes de l'immeuble causés par les agents lors de l'exécution de leur mission sont à la charge du titulaire du présent accord-cadre.

En conséquence, si le titulaire ne peut restituer les biens meubles qui lui sont confiés dans le cadre du présent accord-cadre, dans l'état identique à celui dans lequel il les a reçus, pour quelque motif que ce soit, entreront en vigueur les dispositions de l'article 18.5 du CCAG-FCS.

Le titulaire met en place tous les équipements nécessaires (équipements de protection individuelle) pour la sécurité de son personnel.

Le titulaire utilisera le matériel adéquat pour chaque mission qui lui est demandé : port de charge lourde, déplacement d'armoires pleines...

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des conditions de sécurité imposées par la loi et règlements, notamment dans le code du travail.

Le titulaire doit exécuter le marché dans des conditions de sécurité et d'hygiène maximales (tant pour les biens que pour les personnes).

Le titulaire du marché veille à faire respecter par son personnel les règles de sécurité du travail, d'hygiène et de sécurité.

Le titulaire devra contracter des assurances concernant les risques suivants :

- **Le risque responsabilité Civile Dommage** (avaries, dégradations, etc...) qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction à l'occasion des prestations afférentes à l'objet du présent marché et par le représentant du titulaire du marché. Ladite police ou lesdites polices devront garantir la responsabilité du titulaire du marché à l'égard de ses préposés, des locataires, des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accidents, d'incidents ou de dommages causés dans le cadre de l'exécution du présent marché.
- **Le risque Vol et Perte**

Par ailleurs, il est ici précisé que le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur, sur simple demande, copie de la ou des attestations d'assurances afférentes aux risques susvisés et à tout autre risque pour lesquels il jugerait utile de s'assurer.

### 13.3. Mise en régie

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, en cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

## CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT

### ARTICLE 14 : LE PRIX

#### 14.1. Forme des prix

Les prix s'entendent :

- unitaires,
- révisables chaque année (12 mois après la notification du marché),
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

Le montant des taxes et le montant T.T.C. seront indiqués également.

Les prix couvrent l'ensemble des coûts liés à la bonne exécution des prestations objet du marché. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais et charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation notamment ceux mentionnés au CCTP ainsi que tous les frais afférents à l'assurance professionnelle d'une telle prestation, l'assurance des personnes, les études proprement dites, les frais de secrétariat, les frais de déplacements, les frais postaux, la présence du titulaire aux réunions organisées par l'EPFIF, etc.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du présent Cahier des Clauses Particulières pour solliciter une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure sont réputées être comprises dans l'économie de l'accord-cadre

Les prestations sont réglées par application du bordereau des prix unitaires selon le type de logement et la catégorie de prestation retenue. A ce prix, s'ajoutent des prestations supplémentaires définies pour chaque déménagement et validées par le maître d'ouvrage dans le bon de commande. En cas de relogement lié à une décohabitation, le prix est calculé en tenant compte de la typologie du logement d'arrivée.

Les prix unitaires sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils sont réputés intégrer l'ensemble des dépenses nécessaires à la réalisation des missions (mise à disposition du matériel, nettoyage et entretien des véhicules, déplacements, main d'œuvre, assurances, etc.) et sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

#### 14.2. Révisions des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix indiqués seront fermes la première année puis révisables par la suite à la date anniversaire du marché public (date de notification).

#### 14.2.1 Formule de révision

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice **INSEE 010562766- Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017 010562766**.

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$C = 0,125 + 0,875 * Im/Io$$

Dans laquelle :

$I_o$  : indice INSEE 010562766 du mois  $m_o$  (mois d'établissement du prix indiqué sur l'acte d'engagement soit le mois de septembre 2025) ;

$I_m$  : indice INSEE 010562766 du mois  $m$  (dernier indice publié au mois de septembre de la date anniversaire de la notification du marché).

Les valeurs des indices sont à relever sur le site <http://www.insee.fr>.)

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de cette formule. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Nota : l'application de la formule de révision établi de nouveaux prix unitaires ferme.

#### 14.2.2 Demande de révision

La demande de révision des prix doit être accompagnée de toute information (notamment la valeur des indices) nécessaire au contrôle des calculs, sous peine d'irrecevabilité.

La demande de révision peut être présentée à l'occasion d'une demande de paiement.

La demande de révision des prix doit parvenir au plus tard dans les six mois suivants la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à la révision des prix unitaires.

A ce titre, aucune demande de révision des prix ne peut être acceptée à l'expiration du délai susmentionné, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

#### 14.2.3 Instruction

La demande de révision des prix unitaires est instruite par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter de sa transmission.

Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté la demande de révision des prix.

Dans cette hypothèse, les prix unitaires sont révisés de plein droit sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

#### 14.2.4 Acceptation de la demande de révision

Après les opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur doit accepter la demande de révision dès lors que le titulaire de l'accord-cadre a procédé à une application fidèle de la formule de révision.

La décision d'acceptation valant révision des prix unitaires est notifiée au titulaire par courrier ou autre sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

### 14.3. Paiement des sous-traitants

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra comporter au minimum les mentions suivantes :

- le nom du titulaire et du sous-traitant ;
- les références de l'acte spécial : N°, montant TTC, taux de TVA, prestations sous-traitées ; mois des prestations sous-traitées ;
- La numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial) ;
- le montant HT, le montant et le taux de la TVA ainsi que le montant TTC à régler directement (montant en euros) ;
- l'état récapitulatif des règlements déjà effectués ;
- le numéro de compte à créditer.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la TVA.

## ARTICLE 15 : REGIME FINANCIER

### 15.1. Avance

#### 15.1.1 Généralités/ Conditions de versement de l'avance

L'option B du CCAG-FCS s'applique.

Conformément à l'article R2191-16 du Code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire pour chaque bon de commande remplissant les conditions posées aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Ainsi, une avance pourra être accordée au titulaire à la double condition que :

- Le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT ;
- La durée d'exécution soit supérieure à deux mois.

Pour chaque bon de commande, l'avance est fixée à 5% du montant initial TTC de chaque bon de commande. Elle sera versée au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la notification du bon de commande conformément aux dispositions des articles 1 et 2-III du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

A ce titre, le titulaire devra notifier au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande. A défaut, ce dernier sera réputé avoir renoncé à l'avance.

Pour rappel, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

*Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées dans le code de la commande publique.*

### 15.1.2 Modalités de remboursement

Conformément aux dispositions des articles R2191-11 et suivants du Code de la Commande Publique :

#### **En ce qui concerne les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :**

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursée en son intégralité (en **une seule fois**) par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint **65%** du montant total TTC du bon de commande.

#### **En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises :**

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être remboursée par ce dernier en **deux fois** par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde de la manière suivante :

- Le 1<sup>er</sup> remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des **prestations exécutées atteint 65%** du montant total TTC. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.
- Le 2<sup>nd</sup> remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des prestations exécutées atteint **80%** du montant total TTC. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

### **15.2. Les acomptes**

En cours d'exécution, le titulaire du présent accord-cadre pourra soumettre au pouvoir adjudicateur, tous les trois mois, une demande d'acompte sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du marché.

Toutefois, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, la demande d'acompte pourra être soumise tous les mois au pouvoir adjudicateur sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du marché.

Cette demande d'acompte fera l'objet d'une acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

### **15.3. Paiement**

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique. Le titulaire adresse les factures à l'EPFIF après admission de l'EPFIF.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

L'acte d'engagement ou un document annexe indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants

- Au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

En cas de groupement d'entreprises et/ou de sous-traitance déclarée, pour paiement de toute facture ou demande de versement d'avance, **une répartition financière détaillée devra être fournie**.

Cette dernière devra être transmise avant la 1ère demande de paiement. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

**Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement**, qui est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du cotraitant concerné.

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique.

Le titulaire adresse les factures à l'EPFIF après admission de l'EPFIF.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

#### 15.4. Intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, « *le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage* ».

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché considéré peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### 15.5. Monnaie de compte du marché

L'euro est la monnaie de compte du marché.

#### 15.6. Facturation

Les prestations seront facturées à l'issue de leur exécution et conformément aux bons de commandes établis. Les sommes dues en exécution du présent marché feront l'objet de demandes de paiement présentées par le titulaire, après service fait jugé conforme portant admission des prestations. Le titulaire devra établir ses demandes de paiement portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, n° Siret et adresse du titulaire ;
- numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;

- le numéro de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande ;
  - le code Service ou Direction présent sur le bon de commande ;
  - nature de la prestation ;
  - montant hors TVA de la prestation exécutée, et le détail de la facturation par ligne du BPU ;
  - taux et montant de la TVA ;
  - montant total de la prestation :
- **en cas de majoration (ajout de prestations complémentaires ou quantité révisées à la hausse) :** ces prestations devront faire l'objet d'une commande distincte.
  - **cas de minoration (retrait de prestations ou quantités révisées à la baisse) :** la demande de paiement présentée par le titulaire devra préciser s'il s'agit ou non, de la dernière facture au titre du bon de commande objet de ladite demande de paiement. Si tel est le cas, le bon de commande pourra être soldé par la Direction Financière. Aucun autre paiement ne pourra être sollicité sur ce bon de commande.
- la date d'exécution de la prestation.

Conformément à la loi du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, les factures et demandes de paiement doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via le portail internet « Chorus Pro ». Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site de la Communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPFIF n° 49512000800026 et renseigner le code service DF (pour le lot 1 : ORCOD GRIGNY ; pour le lot 2 : ORCOD CLICHY / MANTES LA JOLIE ET VILLEPINTE) ainsi que le numéro de bon de commande ou d'engagement.

**Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.**

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités et les réfections imposées. Dans ce dernier cas, le montant rectifié sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

## ARTICLE 16 : VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT

Une fois déménagement terminé, le titulaire effectue une visite contradictoire du mobilier et des lieux, pièce par pièce avec l'occupant.

A la suite de cette visite, la lettre de voiture portant déclaration de fin de travail sera remplie et signée, en trois exemplaires, dont un sera remis au locataire.

Dans le cas où le mobilier est entreposé provisoirement dans un box en attendant l'attribution d'un logement définitif, le titulaire est responsable du mobilier depuis la signature de la lettre de voiture jusqu'à la livraison dans le logement définitif. En cas de visite du box, le titulaire devra accompagner la personne et veiller à ce que rien ne soit ni volé ni abîmé. En cas de détérioration, le titulaire sera tenu pour responsable.

Par dérogation aux articles 28 et 30 du CCAG FCS, l'acheteur dispose d'un délai de 21 jours pour prononcer l'admission à compter de la réception de l'exemplaire de la lettre de voiture.

## ARTICLE 17 : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Au titre du ou des bons de commande notifiés au titulaire (pouvant comprendre plusieurs prestations du BPU), l'EPFIF peut décider, conformément aux prestations listées au **de ne pas en poursuivre l'exécution**. Le prix devra être ajusté en conséquence.

- La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.
- L'arrêt de l'exécution des prestations peut entraîner le terme du bon de commande notifié.
- La demande de paiement présentée par le titulaire devra préciser s'il s'agit ou non, de la dernière facture au titre du bon de commande auquel il est mis un terme. Si tel est le cas, le bon de commande pourra être soldé par la Direction Financière. Aucun autre paiement ultérieur ne pourra être sollicité sur ce bon de commande.

## ARTICLE 18 : DELAIS, PENALITES, SANCTIONS

### 18.1. Délais

Compte tenu des besoins fréquents et variés de l'EPF Ile-de-France, le prestataire devra communiquer **un devis, si nécessaire (calibrage de la prestation, interrogation sur l'exhaustivité d'une commande à notifier)**, à l'agent de l'EPF Ile-de-France demandeur, dans un délai de **72 heures ouvrées** maximum après sollicitation par courriel ou tout autre moyen équivalent permettant d'en attester la matérialité.

Ainsi, l'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande (établis ou non sur la base de devis sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque réclamation), dont le délai d'exécution commence à partir de la date de notification du bon de commande.

**La définition et la notification des bons de commande (si un devis est nécessaire), se déroulent de la manière suivante :**

1. L'agent de l'EPF Ile-de-France sollicite le titulaire du marché par courriel, en exprimant l'objet de sa commande. Le titulaire doit impérativement contacter l'agent de l'EPF Ile-de-France demandeur pour prendre connaissance du travail à effectuer et communiquer un devis dans un délai de **3 jours ouvrés** après la date de la demande (courriel de sollicitation ou tout autre moyen)

Ce délai d'envoi du devis est porté à **5 jours ouvrés** à compter du mail de sollicitation dans le cas où une visite préalable du site est sollicitée par le titulaire.

Passé ces délais, le titulaire se voit appliquer des pénalités conformément aux dispositions prévues ci-dessous. En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de **façon cumulative**.

2. L'agent de l'EPF Ile-de-France indique au titulaire la consistance de l'opération à effectuer ainsi que les délais d'intervention souhaités, qui en tout état de cause, devront respecter les délais listés ci-après.
3. Le titulaire établira un devis conforme aux besoins explicités par l'agent de l'EPF Ile-de-France en tenant compte des prix unitaires mentionnés dans le bordereau de prix unitaires.
4. Passé ce délai le titulaire peut se voir appliquer des pénalités conformément aux dispositions prévues ci-dessous.
5. L'EPF Ile-de-France établira le bon de commande au titulaire.

**Le titulaire est tenu au respect des délais suivants. Le cas échéant, les pénalités associées pourront être appliquées.**



Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPFIF et notifiées au titulaire.

Les pénalités sont appliquées au premier euro et sans limitation, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, à l'exception du cas prévu à l'article 14.4 qui suit (travail dissimulé).

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées et sont appliquées au premier euro.

## **18.2. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations**

En cas de dépassement des délais pour la réalisation des prestations fixés dans les bons de commande, le titulaire encourt une pénalité de 500 euros par jour calendaire de retard.

En cas d'absence à la date prévue pour la réalisation des prestations, fixée dans les bons de commande, le titulaire encourt une pénalité de 800 euros par jour calendaire de retard.

## **18.3. Pénalités pour retard de transmission de documents (phase préparatoire) :**

Le dépassement des délais fixés pour la transmission des documents entraîne l'application d'une pénalité d'un montant fixé à 150 euros par jour calendaire de retard.

## **18.4. Pénalités pour non-respect des engagements de moyens**

Conformément aux dispositions du CCTP, en cas de constatation du défaut d'engagement de moyens durant l'exécution du marché, il sera fait application d'une pénalité journalière de 500 euros par manquement constaté jusqu'à régularisation.

## **18.5. Pénalités pour absence aux réunions de visite préalable**

En cas d'absence aux réunions, alors qu'il aura été dûment convoqué, y compris par le biais d'un simple mail, le titulaire encourt une pénalité de 250 € HT par manquement constaté.

## **18.6. Pénalités pour annulation unilatérale d'un déménagement**

Si le déménagement est annulé unilatéralement par le titulaire, il encourt une pénalité de 500 € HT par manquement constaté.

## **18.7. Pénalités pour travail dissimulé**

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

## **18.8. Pénalités relatives au RGPD**

En cas de non-respect des obligations relatives au RGPD, le titulaire encourt une pénalité égale à 2 % du montant du marché par manquement.

#### **18.9. Non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

#### **18.10. Pénalités pour non-respect des obligations en matière environnementale :**

En cas de manquement aux obligations prévues au CCTP/CCAP en matière environnementale, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par manquement.

## **CHAPITRE IV : RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE**

### **ARTICLE 19 : RESILIATION**

#### **a. Résiliation pour faute**

En complément des dispositions prévues aux articles 38 et suivants du C.C.A.G.-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité ;
- Emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- Sous-traitance non déclarée ;
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations ;
- Manquement répétés concernant l'exécution des prestations ;
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés ;
- Utilisation des ascenseurs des immeubles des ménages à reloger ;
- Manquement à l'obligation de confidentialité au regard des informations liées au déménagement.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2344-1 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

*Nota : la liste énumérée ci-dessous n'est point limitative. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser son pouvoir de résiliation unilatérale notamment en cas de manquement du titulaire du présent marché à ses obligations contractuelles.*

## **b. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Conformément à l'article L. 2195-3 du code de la commande publique, le présent marché peut être résilié unilatéralement par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation fait l'objet d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé avec accusé de réception).

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

## **ARTICLE 20 : REGLEMENT DES LITIGES**

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

**Tribunal Administratif de Paris**  
7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable.

Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

## **ARTICLE 21 : ASSURANCE**

Il est prévu dans un délai de cinq jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Le titulaire est responsable des meubles, matériels et documents qui lui sont confiés.

Cette responsabilité s'exerce dès l'emballage des objets à transférer s'il en a la charge ou dès leurs prises en compte si l'emballage est réalisé par les agents de la personne publique.

Le titulaire est responsable :

de tous dommages qu'il pourrait causer aux personnes, au tiers ou aux biens meubles et immeubles ;  
des accidents liés aux transports des mobiliers, matériels, équipements, livres et documents ;  
des vols, destructions ou détériorations des mobiliers, matériels, équipements, livres et documents placés sous sa responsabilité pendant les manipulations et le transport.

Le titulaire doit justifier qu'il est en possession d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés dans l'exécution des prestations.

Le titulaire déclare avoir souscrit toutes les assurances nécessaires pour garantir les dommages corporels et matériels que le titulaire pourrait causer pendant l'exécution du présent marché.

A tout moment, le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire de produire ses attestations d'assurances. A défaut de production dans un délai de 10 jours francs à compter de l'expédition de la demande, le marché sera résilié aux torts et risques de l'entrepreneur.

Conformément au règlement de la consultation le titulaire devra être assuré au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Le montant des garanties devra être suffisant pour couvrir les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures qui seraient causés du fait de son activité.

## **ARTICLE 22 : MARCHES COMPLEMENTAIRES ET MARCHES A PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :

A) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

B) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;

- Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

## CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES

### ARTICLE 23 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

#### 23.1. Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

#### 23.2. Référence

Si le titulaire veut user de la référence de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

#### 23.3. Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

#### 23.4. Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

#### 23.5. Démarche qualité

Dans le cadre d'une démarche de progrès continu, une réunion de revue du marché est organisée semestriellement afin de :

- faire le point sur l'exécution du contrat, la qualité des prestations assurées et les difficultés rencontrées,
- et décider des ajustements de processus qui pourraient être réalisés dans un objectif de qualité, d'efficacité et d'amélioration de la performance.

### ARTICLE 24 : PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et les titulaires des marchés dénommés «les sous-traitants», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement 6/16 Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé « le règlement européen sur la protection des données » et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ».

**En conséquence, les parties s'engagent à :**

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet des accords-cadres ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présents accords-cadres ;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;

- Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du « règlement européen sur la protection des données » ;

Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Ségolène DE BRETAGNE, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu des présents accords-cadres :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences «du règlement européen sur la protection des données ». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.

- A l'échéance des accords-cadres, les sous-traitants s'engagent à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information des sous-traitants. Une fois ces copies détruites, les sous-traitants doivent justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

**Cf. annexe RGDP dédiée à l'acte d'engagement**

## **ARTICLE 25 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Toutes les dispositions du C.C.A.G.-FCS s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G.-FCS
Ordre des pièces contractuelles	Art.4.1	Art. 4.1
Sous-traitance	Art.6.3	Art.3.6.3
Obligations du titulaire	Art 12.3	Art 3.4.3
Mise en régie	Art 13.3	Art 45.1
Admission	Art.16	Art.28 et 30
Pénalités	Art. 18	Art. 14.
Résiliation	Art.19	Art. 42